

Communiqué de presse de la CTFCI

Rencontre CTFCI-AFD sur les nouveaux métiers

Une urgence, lancer l'université des métiers

La rencontre débat, organisée récemment par CTFCI (Chambre Tuniso-Française de Commerce et d'Industrie) et l'AFD (Agence française de développement), sur «les métiers de demain » a été une opportunité pour mettre l'accent sur les impératifs d'adapter le système de formation professionnelle en Tunisie aux réels besoins des entreprises, d'opter pour une nouvelle gouvernance des centres de formation et de lancer l'université des métiers, en tant que levier pour former des profils en phase avec les exigences d'un secteur productif en pleine transformation.

Cette rencontre qui a enregistré la participation de cinq clusters industriels à savoir le GITAS (groupement des industries tunisiennes aéronautiques et spatiales), TAA (automobile), ELENTICA (électronique) et ATIP (association tunisienne des industriels en plasturgie), Mécatronique de Sousse et le cluster numérique, GET IT a permis également de faire le point sur les actions en cours pour la mise à niveau du système de formation professionnelle, restée longtemps déconnecté des besoins des entreprises notamment dans le secteur industriel.

A cet effet le directeur adjoint de l'AFD, Bertrand Ficini, tout en soulignant que la Tunisie figure parmi les cinq premiers pays à bénéficier de l'appui financier de l'AFD, avec un concours estimé de deux milliards d'euros investis dans de nombreux secteurs dont notamment la formation professionnelle, il a estimé la nécessité d'avoir aujourd'hui une nouvelle vision en matière de formation professionnelle afin de mieux répondre aux besoins des entreprises.

Le secteur public extrêmement déconnecté des besoins des entreprises a plus que jamais besoin d'un sang neuf. D'ailleurs, l'AFD, indique M Ficini, est maintenant engagée dans le processus de soutien de transformation du système pour l'adapter aux besoins des entreprises. Il s'agit de changer de modèle de gouvernance des centres de formation et faire à l'instar d'autres expériences réussies, en impliquant directement les entreprises et/ou leurs représentants dans le système.

M Wassim Haj Ali, de l'AFD, a fait savoir l'engagement de l'institution de financement publique dans la mise en œuvre de trois nouveaux projets à travers l'utilisation de nouveaux instruments.

Il s'agit, en premier lieu, de l'appui à apporter à 16 centres de formation professionnelle pour les accompagner à répondre aux besoins des territoires et des secteurs. Il s'agit, ensuite, du renouvellement de l'approche pédagogique par le biais de la certification de 25 centres de formation professionnelle et l'appel à projet qui sera lancé incessamment pour la modernisation de 7 à 12 ISET.

Il s'agit, enfin, à travers le Projet « ELIFE » promue par la fondation Tunisie pour le développement et soutenu par l'AFD de favoriser la création de 10 centres techniques dans 10 régions intérieures qui dispenseront un complément de formation dans la spécialité numérique de 6 mois au profit de

jeunes diplômés en vue de faciliter leur insertion. Il est à noter que d'ores et déjà 2 centres ont été lancés respectivement à Béja et Siliana.

Pour compléter ce dispositif, deux autres projets sont dans le viseur de l'AFD. Il s'agit de la création de l'école de la nouvelle chance pour accueillir des jeunes de 18 à 30 ans, sans diplôme ni qualifications pour faciliter leur insertion dans la vie active. Deux centres pilotes sont envisagés l'un à Sousse et l'autre à Kairouan.

Il s'agit, en outre, d'un 2^{ème} financement envisagé en collaboration avec l'état tunisien se rapportant au lancement d'un centre de formation de l'industrie agroalimentaire à Bizerte. Un centre pilote dont la gestion sera confiée à la branche professionnelle. Pour le responsable de l'AFD, c'est de la réussite du nouveau modèle de gestion des centres de formation professionnelle qu'il sera possible de favoriser son essaimage

Les représentants des clusters présents ont remis sur le tapis un certain nombre de problématiques.

Ils ont mis en exergue la faible capacité des centres de formation faible et son inadéquation avec les attentes des entreprises.

La question de la formation des formateurs a été soulevée par de nombreux intervenants, dans la mesure où elle se présente comme un préalable pour que les formations dispensées soient de qualité et en phase avec les évolutions des métiers

Il a été également question du processus de transformation digitale des entreprises qui accuse au niveau des PME un retard qu'on impute au profil parfois inadapté des nouvelles générations sorties des écoles d'ingénieurs, ce qui implique d'introduire la formation par alternance au profit des responsables chargés du management.

Dans le contexte actuel en mouvement, pour la majorité des intervenants, la clef pour remédier à ces manquements réside dans la création d'une université des métiers

C'est le moyen le plus adéquat pour répondre aux besoins des entreprises en profils et pour accroître l'attractivité de la Tunisie pour les nouveaux investissements. Un challenge, a-t-on soutenu, qui ne pourrait être relevé que par l'engagement de l'Etat tunisien qui doit être le catalyseur de cette transformation.